



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 09/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCI PFD**

116 RUE CELESTIN DUBOIS  
59119 Waziers

Références : 155-2024  
Code AIOT : 0003801504

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement SCI PFD implanté Rue Lamendin Friche du Renard 62141 Évin-Malmaison. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection inopinée a pour principal objectif de vérifier le respect des accès aux dispositifs de lutte contre l'incendie.

L'inspection est donc orientée principalement sur une visite de terrain afin de parcourir une grande partie de l'entrepôt.

Suivant le contexte, un ensemble d'éléments documentaires complémentaires sont demandés.

Les points vérifiés, détaillés dans les constats, portent sur les éléments suivants :

Pour la partie terrain,

- dégagement des RIA et des extincteurs,
- maintenance RIA et des extincteurs,

Pour la partie documentaire,

- désenfumage (déclenchement),
- formation du personnel.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI PFD
- Rue Lamendin Friche du Renard 62141 Évin-Malmaison
- Code AIOT : 0003801504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a fait l'objet d'une demande d'autorisation en 2017 par la société SCCV EMALMAISON, autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2019-109 du 10 mai 2019 concernant un bâtiment logistique situé sur la commune de EVIN-MALMAISON sur le site de la Friche Renard (zone concernée par le plan d'intérêt général autour de l'ex-site « Métaleurop »). Le site a été autorisé et classé Seveso « seuil bas ». Il est constitué d'un bâtiment principal d'une surface plancher de 77 106m<sup>2</sup> qui comprend 6 cellules de stockage "sprinklées" d'un peu moins de 12 000m<sup>2</sup>.

Suite à une réorganisation du site avec une diminution des produits dangereux et la réalisation d'un transit de matières classées, il a été procédé à un déclassement de Seveso en autorisation par arrêté préfectoral n°2022-151 du 27 juin 2022.

Les activités principales sont les suivantes :

Rubrique 1510-1 (stockage en entrepôt) comprenant :

- Une emprise au sol de 71 923m<sup>2</sup>
- 6 cellules de surface unitaire de 12 000m<sup>2</sup> et de hauteur au faîtage de 13,45m pour un volume total de 967 362 m<sup>3</sup>.

Rubrique 4220.2 (local spécifique) avec un passage en transit de cartouches de fusils et de balles dans leur emballage de transport, classées en division de risque 1.4. (quantité totale de matière active équivalente : 400kg)

Un ensemble de "porter à connaissance" ont été déposés (2020-2021-2024) afin d'informer des modifications ; elles sont en cours d'instruction.

Un changement d'exploitant a été déclaré en 2023, avec pour nouvel exploitant « SCI PFD » sous la forme juridique d'une SCI (numéro de SIRET : 85354460900011), ayant pour mandataire associé la Holding immobilière Bils.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Désenfumage	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		11/04/2017, article Annexe II > 5	l'exploitant	
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 22	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SCI PFD a donné délégation au responsable de l'exploitation par la société DECATHLON du site, pour être l'interlocuteur de la visite d'inspection.

Le bâtiment est de construction récente, il n'est pas constaté d'encombrement par "sur-stockage". Il est noté une grande rigueur de la part du personnel dans le respect des signalétiques sol « zone zébrée » autour des dispositifs de lutte contre l'incendie.

Suite à un exercice du SDIS du centre de secours d'Hénin-Beaumont; dans le courant du mois de septembre, il est confirmé la bonne accessibilité à ces dispositifs.

La partie automatisée n'a pas été regardée. Les constats visuels montrent des dispositifs RIA dégagés et en nombre équivalent à la partie non automatisée.

Il est demandé un ensemble de documents afin de vérifier le différentiel de température de déclenchement entre le système automatisé de lutte incendie et celui du système de désenfumage. Il est également demandé un ensemble documentaire sur les formations du personnel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>
(...)
Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des

<p>exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre d'une inspection inopinée orientée vers une inspection de terrain, il n'a pu être vérifié la documentation concernant le système de déclenchement du désenfumage.</p> <p>Il est recherché le différentiel des températures de déclenchement entre le système d'ouverture des organes de désenfumage et celui de l'extinction automatique type "sprinkleur".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la documentation technique qui justifie les températures de déclenchement des deux systèmes afin de vérifier ce différentiel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II &gt; 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès des RIA</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et, compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite terrain a permis de constater une bonne visibilité et un accès facile aux RIA et extincteurs.</p> <p>La visite du SDIS du centre de secours d'Hénin-Beaumont, pour un exercice sur site courant septembre 2024, a confirmé la bonne accessibilité des RIA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Dans le cadre d'une inspection inopinée orientée vers une inspection de terrain, il n'a pu être vérifié in situ la justification des formations données aux personnels.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la documentation des formations apportées aux agents concernant l'utilisation des moyens de lutte incendie pour l'année 2023; en particulier pour les formations données aux agents dits « permanents ou désignés » et ayant la capacité d'utiliser les RIA en première intervention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien RIA / Extincteur
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et, de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Il est vérifié sur un échantillon d'extincteurs et RIA l'indication de la dernière vérification; il n'est pas relevé d'anomalie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite